

		Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
TOTAL 38 Mesures (dont 2 "non-abordées")			10	1	14	5	3	0	3	
B - BUDGET, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION										
> Objectif 1 - Contenir l'augmentation des dépenses publiques										
1	Ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux des 450 000 qui partiront à la retraite d'ici 2012. La moitié des gains de productivité sera rendue aux fonctionnaires sous forme d'augmentation de leur pouvoir d'achat	Promesse								24/12/07 - Loi n°2007-1822 de finances 2008 attestant du départ d'1 fonctionnaire sur 3 promulguée. 28/12/08 - Loi n°2008-1425 de finances pour 2009 promulguée. 30/09/09 - Présentation de la loi de finances 2010 en Conseil des ministres qui réaffirme le principe du départ d'1 fonctionnaire sur 2. 31/12/10 - Loi de finances 2010 promulguée
2	Lancer un Grand emprunt national pour financer les 5 priorités d'avenir que sont l'enseignement supérieur et la formation, la recherche, le développement durable, l'industrie et les PME et le numérique	Annonce								22/06/09 - Déclaration de N. Sarkozy devant le Parlement réuni en congrès à Versailles. 26/08/09 - N. Sarkozy institue la commission Rocard-Juppé chargée d'identifier les priorités du grand emprunt. 14/12/09 - Allocution de N. Sarkozy sur les priorités du grand emprunt
3	Inscrire "une règle d'or" dans la Constitution ou sous forme de loi organique qui interdirait tout déficit budgétaire hors dépenses d'investissement	Promesse								24/12/07 - Loi n°2007-1822 de Finances 2008. 24/07/08 - Disposition absente de la Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23/07/08 de modernisation des institutions de la Ve République. 14/12/09 - Allocution de N. Sarkozy sur les priorités du grand emprunt. 01/02/10 - Mission sur la mise en place d'une règle d'équilibre des finances publiques
4	Réunir une Conférence nationale pour poser la question du déficit	Annonce								14/12/09 - Allocution de N. Sarkozy sur les priorités du grand emprunt
5	Utiliser la totalité des surplus issus de l'imposition pour la réduction du déficit budgétaire	Annonce								11/02/09 - Loi n°2009-135 de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 promulguée. 30/09/09 - Projet de loi de finances pour 2010, le déficit public attendu est de 116 milliards d'euros. 14/12/09 - Allocution de N. Sarkozy sur les priorités du grand emprunt. 31/12/09 - Loi n° 2009-1674 de finances rectificative pour 2009
6	Réfléchir à la maîtrise des dépenses locales, sur la base d'un diagnostic sur l'évolution de la dépense locale et de propositions d'actions	Annonce								09/03/10 - E.Woerth installe le groupe de travail présidé par G. Carrez sur la maîtrise des dépenses locales
7	Financer intégralement le projet présidentiel par des économies sur les dépenses existantes	Promesse								02/12/08 - Loi n° 2008-1249 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion promulguée. Le RSA est financé par une taxation des revenus du capital
8	Ramener la dette en dessous de 60% du PIB d'ici 2012 et réduire le déficit	Promesse								11/02/09 - Loi n°2009-135 de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 promulguée. Le déficit prévu en 2012 est de 1,5% et la dette à 68,6%
9	Redéployer 5% des 590 milliards de dépenses réaménageables de l'État en 5 ans	Promesse								11/06/08 - Présentation de la 3ème et dernière vague de mesures de la RGPP; les économies attendues sont de l'ordre de 7 milliards d'euros d'ici 2012 contre 29,5 milliards prévu par N. Sarkozy en tant que candidat à la présidentielle
> Objectif 2 - Dynamiser les services et les procédures de l'Etat										
10	Fusionner les services d'impôts et de comptabilité	Promesse								03/04/08 - Décret n°2008-310 relatif à la direction générale des finances publiques
11	Elargir les possibilités de recourir aux Partenariats Publics-Privés	Annonce								29/07/08 - Loi n°2008-735 sur les contrats de partenariat promulguée
12	Reconnaître l'indépendance de la statistique publique et créer une Autorité de la statistique publique	Annonce								05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée
13	Faire une évaluation systématique des politiques publiques et supprimer tous les organismes, toutes les commissions, tous les comités, tous les observatoires qui sont inutiles	Promesse								10/07/07 - Lancement de la RGPP. 03/12/08 - Premier bilan de la RGPP. 13/05/09 - Deuxième bilan de la RGPP. 16/02/10 - Troisième bilan de la RGPP
14	Moderniser les missions de la Cours des Comptes pour en faire un grand organisme d'audit public et d'évaluation des politiques publiques	Annonce								28/10/09 - Présentation du projet de loi portant réforme des juridictions financières

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
15	Moderniser la relation de l'Etat et de ses opérateurs en généralisant les lettres de mission ou les contrats d'objectifs (ou de moyens), en obligeant notamment au recensement et à la dynamisation de l'immobilier des opérateurs de l'Etat grâce aux mêmes règles que celles des administrations								28/01/09 - E. Woerth présente le dispositif en Conseil des ministres. 13/05/09 - Deuxième bilan de la RGPP. 16/02/10 - Troisième bilan de la RGPP
> Objectif 3 - Moderniser les carrières et la mobilité dans la fonction publique									
16	Proposer aux meilleurs du secteur privé d'aider à reconstruire l'État par la création de contrats hors catégories de rémunération								23/04/08 - Décret n° 2008-382 du 21 avril 2008 relatif aux emplois d'expert de haut niveau et de directeur de projet des administrations de l'Etat et de ses établissements publics
17	Mettre en œuvre le protocole d'accord du 21 février 2008 sur l'indemnisation de la moitié des jours accumulés et non consommés sur un compte épargne temps au 31 décembre 2007								05/11/08 - Décret n° 2008-1136 du 3 novembre modifiant le décret n° 2002-634 du 29 avril 2002. 30/08/09 - Décret n°2009-1065 modifiant certaines dispositions relatives au compte épargne temps
18	Permettre d'assurer la continuité et l'adaptation du service en autorisant le remplacement d'un fonctionnaire momentanément absent par un agent contractuel et le recours à l'intérim dans les trois fonctions publiques, en élargissant les possibilités de cumul d'emplois à temps non complet et en facilitant la réorientation professionnelle des fonctionnaires dont le service est réorganisé								06/08/09 - Loi n° 2009-972 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique promulguée
19	Relever la redevance payée par les fonctionnaires disposant d'un logement de fonction								30/09/09 - E. Woerth présente le projet de loi de Finances pour 2010. 31/12/09 - Loi n° 2009-1673 de finances pour 2010 promulguée
20	Évaluer les administrations et leurs agents sur leur capacité à rendre à tous un service de qualité, sur la rapidité des réponses données aux entreprises et non pas sur le seul montant des redressements opérés ou sur les procès verbaux dressés								19/09/07 - Décret n°2007-1365 portant application de l'article 55 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat. 17/04/08 - Remise du Livre blanc sur l'avenir de la fonction publique. 22/12/08 - Décret n° 2008-1533 relatif à la Prime de Fonction et de Résultats. 03/03/10 - E. Woerth annonce la mise en place d'un baromètre de la qualité des services publics
21	Signer un contrat de progrès avec les fonctionnaires : moins de fonctionnaires, mieux payés, plus considérés, plus autonomes, aux carrières plus variées grâce à une organisation en métier, en contrepartie de services publics plus efficaces qui s'adaptent aux besoins et aux attentes des usagers								06/06/08 - Décret n° 2008-539 relatif à l'instauration d'une indemnité dite de garantie individuelle du pouvoir d'achat. 06/08/09 - Loi n° 2009-972 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique promulguée. 10/02/10 - E. Woerth présente le décret sur la mobilité des fonctionnaires au Conseil supérieur de la fonction publique d'Etat
22	Encourager la mobilité des fonctionnaires au sein des trois fonctions publiques et avec le secteur privé et faciliter l'exercice de nouvelles fonctions dans une autre administration que celle d'origine, un organisme parapublic, voire un État étranger								28/10/07 - Décret n°2007-1542. 25/06/08 - Décret n°2008-592. 04/07/08 - Décret n°2008-654. 13/01/09 - Convention entre entreprises publiques et privées, administrations et ministères pour améliorer la mobilité des agents et des salariés. 06/08/09 - Loi n° 2009-972 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique promulguée. 10/02/10 - E. Woerth présente le décret sur la mobilité des fonctionnaires au Conseil supérieur de la fonction publique d'Etat
23	Réformer la formation initiale des fonctionnaires et les concours de la fonction publique pour recentrer les épreuves sur les besoins réels de l'administration et éviter les surqualifications								23/06/08 - Présentation de la réforme des épreuves de concours des Instituts régionaux d'administration (IRA). 25/03/09 - E. Woerth et A. Santini présente la réforme de l'ENA. 16/02/09 - Remise du rapport de Raymond-François Le Bris sur la formation initiale des agents de l'État. 26/08/09 - Décret n°2009-1000 relatif aux IRA, d'administration. 10/12/09 - E. Woerth dresse le premier bilan de la réforme de l'ENA lors du Conseil d'administration
24	Revaloriser la catégorie A de la Fonction Publique								07/09 - Ouverture des négociations avec les syndicats. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
> Objectif 4 - Lutter contre toutes les formes de fraude									
25	Créer ou réorganiser des structures pour lutter contre les fraudes fiscales et sociales								28/12/07 - Loi n° 2007-1824 de finances rectificative pour 2007. 16/04/08 - Création de la délégation nationale de lutte contre la fraude. 08/10/08 - Lancement des comités locaux de lutte contre la fraude. 31/12/08 - Loi n°2008-1443 de finances rectificative pour 2008. 05/05/09 - Création d'un Comité national de lutte contre la fraude. 24/03/10 - E. Woerth modifie le décret 2008-371 relatif à la coordination de la lutte contre les fraudes et crée une Féléation nationale à la lutte contre la fraude
26	Renforcer le dispositif français de lutte contre l'évasion fiscale								09/04/09 - Nomination de François d'Aubert délégué général à la lutte contre les juridictions et territoires non coopératifs. 05/09 - Mise en place d'un dispositif au ministère des Finances pour permettre aux Français disposant de fonds licites dans les paradis fiscaux de régulariser leur situation. 31/12/09 - Loi n° 2009-1674 de finances rectificative pour 2009
27	Lutter contre l'économie souterraine comme les activités commerciales sur Internet non déclarées et la contrefaçon en facilitant leur contrôle et leur taxation								10/02/09 - E. Woerth inaugure Cyberdouane, plateforme de lutte contre la cyberdélinquance. 07/07/09 - La France et la Chine signent à Pékin un accord de protection des droits de propriété intellectuelle. 31/12/09 - Loi n° 2009-1674 de finances rectificative pour 2009
> Objectif 5 - Accélérer et rendre plus lisible la décentralisation									
28	Créer un contrat de stabilité interne afin que les collectivités locales participent à l'objectif de maîtrise des finances publiques								07/12/07 - Remise du rapport Lambert sur les relations entre État et collectivités territoriales. 24/12/07 - Loi n° 2007-1822 de finances pour 2008 transforme le "contrat de croissance et de solidarité" en un "contrat de stabilité". 11/02/09 - Loi n°2009-135 de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 promulguée

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Repor- tée	Abandon née	Suivi
29	Augmenter la dotation du Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) dans le budget 2009 et mettre en place une avance aux collectivités locales sur le versement du FCTVA au titre des investissements réalisés en 2009, qui sera soumise à contractualisation avec le Préfet et conditionnée à l'effort d'investissement des collectivités en 2009, et prolonger la mesure en 2010								31/12/08 - Loi n° 2008-1443 du 30 décembre 2008 de finances rectificative pour 2008 promulguée. 08/04/09 - 4 800 conventions FCTVA ont été signées à ce jour. 06/01/10 - La reconduction du remboursement anticipé de la TVA pour les collectivités territoriales prévu par le plan de relance
30	Respecter le principe de compensation globale et individuelle pour palier à la perte de revenus des collectivités locales due à la suppression de la taxe professionnelle								30/09/09 - Projet de loi de finances pour 2010 présenté en Conseil des Ministres. 31/12/09 - Loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 promulguée. Elle prévoit la compensation de la suppression de la taxe professionnelle par différents mécanismes (contribution économique territoriale et impositions)
31	Achever la carte de l'intercommunalité et transformer les intercommunalités en communes de plein exercice								21/10/09 - Présentation du projet de loi de réforme des collectivités territoriales présenté en Conseil des ministres. La transformation des intercommunalités en communes de plein droit n'est pas incluse. 18/12/09 - La commission des lois du Sénat achève l'examen des articles du projet de loi de réformes des collectivités territoriales.
32	Rapprocher les départements et les régions en les dotant des mêmes conseillers								05/03/09 - Allocution de N. Sarkozy, qui, à l'occasion de la remise du rapport du Comité pour la réforme des collectivités locales, annonce un projet de loi pour juillet. 21/10/09 - Présentation du projet de loi de réforme des collectivités territoriales présenté en Conseil des ministres. 18/12/09 - La commission des lois du Sénat achève l'examen des articles du projet de loi de réformes des collectivités territoriales
33	Réunir dans les zones urbaines les collectivités existantes dans une collectivité unique: la métropole								05/03/09 - Allocution de N. Sarkozy, qui, à l'occasion de la remise du rapport du Comité pour la réforme des collectivités locales, annonce un projet de loi pour juillet. 21/10/09 - Présentation du projet de loi de réforme des collectivités territoriales présenté en Conseil des ministres. 18/12/09 - La commission des lois du Sénat achève l'examen des articles du projet de loi de réformes des collectivités territoriales
34	Conserver la structure actuelle des collectivités territoriales mais affecter à chaque niveau un impôt et une compétence								21/10/09 - Présentation du projet de loi de réforme des collectivités territoriales présenté en Conseil des ministres, la disposition est remise à une loi ultérieure. 18/12/09 - La commission des lois du Sénat achève l'examen des articles du projet de loi de réformes des collectivités territoriales.
35	Réformer le fonds de compensation de la TVA pour éviter qu'il pèse excessivement sur les autres dotations								10/08/09 - F. Fillon annonce la réforme à venir lors de la conférence nationale des exécutifs. 26/10/10 - Proposition de loi visant à une réforme du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
36	Développer le TGV et les aéroports régionaux à condition que les régions s'entendent entre elles, car tous ne sont pas viables								29/07/08 - J.L. Borloo officialise le Projet de LGV qui doit permettre en 2014 de relier Paris à Rennes en 1h27 et à Brest en 3h pour un coût de 3,4 milliards d'euros. 08/10/09 - Projet de loi portant engagement pour l'environnement dit Grenelle 2 adopté au Sénat. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
37	Mutualiser partout où cela est possible dans le monde rural les moyens des acteurs privés et publics								
38	Demander à ce qu'on mette en place dans le Nord Pas-de-Calais, un contrat de plan transfrontalier avec la Belgique								
TOTAL		10	1	14	5	3	0	3	

Notation

Mise en œuvre des réformes (Coef 2) - au 15 avril 2010, 30,56% des mesures sont mises en oeuvre	6,11 /20
Efficacité de l'action (Coef 2) - au 15 avril 2010, 27,78% des mesures sont pleinement réalisées	5,56 /20
Cohérence de l'action (Coef 1) - au 15 avril 2010, 80,56% des mesures lancées sont conformes aux annonces	16,11 /20
Note globale	8 /20